

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Montée du patriotisme

Par suite du ralentissement de l'économie mondiale, de plus en plus de pays mettent en œuvre des mesures protectionnistes en relevant les tarifs sur divers produits de base, au lieu d'ouvrir le marché afin de permettre que de nouveaux échanges commerciaux se créent. La dernière tendance dans la lutte contre la récession économique et les pertes d'emplois est l'appel au patriotisme économique : ne demandez pas ce que votre pays peut acheter pour vous – demandez ce que vous pouvez acheter pour votre pays, pourrait-on dire. En fait, il s'agit du genre de credo que certains pays adoptent pour tenter de renforcer leur économie nationale. Le gouvernement espagnol a conseillé à ses citoyens de consommer des denrées produites dans le pays, et le nouveau gouvernement américain envisage d'inclure une disposition « Achetez américain » dans son nouvel ensemble de mesures pour stimuler l'économie. C'est donc dans ce contexte de patriotisme économique que les ministres du Commerce se préparent à se rencontrer dans la station de ski de Davos, en Suisse, pour essayer d'insuffler une nouvelle énergie aux négociations commerciales du Cycle de Doha. « Nous essayerons de redonner plus d'élan aux pourparlers et de fixer des délais, afin que nous soyons en mesure de parvenir à une conclusion du Cycle de Doha d'ici la fin de l'année », a déclaré le ministre du Commerce de l'Inde, M. Kamal Nath. D'aucuns diraient que le terme « essayer » décrit le mieux ce que l'on peut espérer.

Réunion ministérielle de Davos

L'économie mondiale étant en crise, l'on prévoit que le Forum économique mondial, qui se déroulera cette année à Davos du 28 janvier au 1^{er} février, sera celui auquel la participation sera plus forte que jamais. On attend quelque 2 500 participants, notamment 43 chefs d'État et de gouvernement, parmi lesquels le Premier ministre britannique Gordon Brown, la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre du Japon Taro Aso à cette conférence de cinq jours intitulée « Façonner le monde de l'après-crise ». Un des principaux objectifs de cette réunion consistera à préparer le terrain pour la deuxième conférence des chefs d'État du G-20 qui se tiendra à Londres le 2 avril. Quant au Cycle de Doha, les fonctionnaires s'attendent à des pourparlers discrets sur la question, qui ne toucheront pas au fond, parce que l'on prévoit qu'aucun progrès ne sera réalisé avant que le nouveau gouvernement américain soit en place. En fait, il est peu probable que Ron Kirk, que le président Obama a choisi comme USTR, sera présent à Davos. On apprend de certaines sources qu'il est peu probable que M. Kirk soit confirmé par le Sénat américain avant le début de février, en partie parce que ce groupe sera occupé à forger le nouvel ensemble de mesures destinées à stimuler l'économie américaine. L'audition de M. Kirk pourrait se tenir au plus tôt pendant la semaine du 26 janvier. Entre-temps, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Peter Allgeier, fera office d'USTR et assistera à la réunion de Davos, en compagnie du conseiller économique principal de M. Obama et chef du US National Economic Council, M. Lawrence Summers et du National Security Advisor, le général James Jones.

Les États-Unis notifient le soutien interne pour 2006 et 2007

Les États-Unis ont diffusé leurs nouveaux niveaux de dépenses intérieures pour 2006 et 2007. Selon ces rapports, les subventions américaines ont été réduites par rapport aux deux dernières années. En 2006, le soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE) était de 11,3 milliards de dollars; en 2007; ce chiffre a été ramené à 8,5 milliards de dollars. Ces deux chiffres sont bien inférieurs aux 14,46 milliards de dollars proposés par l'USTR de l'époque, M^{me} Susan Schwab, lors de la Conférence ministérielle de juillet 2008, ce qui a poussé certains pays en développement à faire valoir que les États-Unis peuvent se permettre d'accepter le chiffre inférieur à 15 avancé dans la fourchette du SGEDE, soit 13 milliards de dollars. Cependant, il convient de noter que les faibles chiffres de 2006 et 2007 résultaient d'une période au cours de laquelle les prix des produits agricoles étaient élevés. En outre, selon les rapports qui ont circulé, le soutien de la catégorie orange des États-Unis a chuté, de 7,7 milliards de dollars en 2006 à 6,2 milliards de dollars en 2007. La limite des États-Unis à l'OMC dans cette catégorie s'établit actuellement à 19,1 milliards de dollars; le dernier texte révisé sur les modalités pour l'agriculture propose de la ramener à 7,6 milliards de dollars (une réduction de 60 %). Enfin, les dépenses des États-Unis dans la catégorie verte sont demeurées relativement stables tout au long de ces deux années (76,04 milliards de dollars en 2006 et 76,16 milliards de dollars en 2007).

M. Lamy se rend au Royaume-Uni

Le 22 janvier 2009, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, s'est rendu au Royaume-Uni afin de présenter un exposé au Department for International Development britannique. Il y a félicité le Premier ministre Gordon Brown pour le soutien indéfectible qu'il apporte à la conclusion du Cycle de Doha. « (...) le soutien qu'apporte le Royaume-Uni à une conclusion en temps opportun du PDD n'a jamais fléchi, et le leadership de votre Premier ministre continue à nous inspirer. C'est sur ce leadership que nous comptons pour garantir que le prochain Sommet du G-20 qui se tiendra en avril ici même, à Londres, aboutisse à un nouvel engagement de conclure les négociations cette année. La réalité est que si l'on tarde encore à conclure le PDD, les questions qui intéressent les pays en développement, comme le coton, ne seront pas réglées », a déclaré M. Lamy.

La détérioration de l'économie mondiale réclame des mesures rapides afin d'établir un nouvel accord commercial mondial, a-t-il affirmé; le système commercial multilatéral fonctionne comme une « police d'assurance contre le protectionnisme ». « Nous savons tous que lorsque le monde décide de se tourner vers le protectionnisme, ce sont les plus vulnérables qui souffrent le plus », a conclu le DG.

On s'attend à une augmentation des cas de règlement des différends

Le ralentissement de l'économie mondiale et la tendance que manifestent les membres de l'OMC à protéger leurs industries nationales devraient avoir pour conséquence que le nombre des cas de différends augmentera brutalement en 2009. L'UE a déjà indiqué la possibilité de porter plainte contre la décision des États-Unis de voler au secours de l'industrie de l'automobile. Le gouvernement Obama, quant à lui, envisage de contester les manipulations des devises de la Chine. Ajoutez à cela le récent conflit entre les États-Unis et l'UE au sujet de l'interdiction par l'UE de la volaille lavée au chlore et la décision des États-Unis d'accroître les tarifs sur le fromage Roquefort, et l'on peut s'attendre à ce que l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC soit occupé à gérer des différends commerciaux cette année. Par conséquent, dans le cadre de son mandat de surveillance, et afin de « faciliter les discussions des membres sur la crise économique et ses solutions », M. Lamy a déclaré que l'OMC publiera des rapports périodiques sur les tendances du commerce international mondial.

Le second mandat de M. Lamy

Le président du Conseil général et ambassadeur de l'Australie auprès de l'OMC, M. Bruce Gosper, s'est évertué à tenir des séances de remue-ménages avec plusieurs membres sur la façon de faire avancer rapidement la confirmation du second mandat de M. Lamy comme directeur général de l'OMC. Bien que M. Lamy soit l'unique candidat au poste, les préoccupations exprimées par certains membres ont retardé la ratification de sa nouvelle nomination. L'Argentine, l'Inde, le Venezuela et Cuba souhaitent que le DG présente les grandes lignes de son plan de travail pour les quatre prochaines années.

Le 23 janvier, M. Gosper a convoqué une réunion en salle F avec les représentants des principales coalitions de l'OMC, notamment le Brésil, le Japon, la Chine, les États-Unis, l'UE, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Tanzanie et le Mexique, afin de recueillir les points de vue des membres sur cette question. Certains d'entre eux sont certes d'avis que la situation est exceptionnelle, parce que M. Lamy est l'unique candidat et qu'il a déjà recueilli le soutien de la plupart des membres, mais qu'il est peu probable qu'ils seront capables d'accélérer la procédure pour confirmer son second mandat. Les membres qui nourrissent des préoccupations souhaitent que le DG compare devant l'ensemble des membres pour clarifier sa position sur le PDD et sur le rôle global de l'OMC. D'autres, qui sont davantage disposés à confirmer rapidement la nomination de M. Lamy, font valoir que les membres sont déjà au courant de la position de M. Lamy, tant au sujet du PDD que de l'OMC, et qu'il ne sert à rien de passer par cette formalité. Aucune décision officielle n'a été prise sur le sujet, mais on est convenu de convoquer une réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC) le 27 janvier afin d'examiner la question avec l'ensemble des membres; on s'est également entendu pour organiser une seconde réunion du CNC en février afin de reconnaître la candidature unique de M. Lamy et d'entamer le processus devant aboutir à sa nomination officielle d'ici le 31 mai 2009.

Conférence ministérielle de l'OMC

Il est peu probable que le directeur général, M. Pascal Lamy, convoque une conférence ministérielle avant juillet. Ceci est imputable en partie à l'installation du nouveau gouvernement américain et aux élections nationales en Inde, et en partie au fait que les membres doivent faire en sorte que les pourparlers techniques aient suffisamment avancé pour justifier la convocation d'une autre conférence ministérielle. Quoiqu'il en soit, la Suisse sera vraisemblablement l'hôte d'une conférence ministérielle de l'OMC « vers la fin de l'année » – même s'il ne s'agira que d'une conférence « quasi-ordinaire », qui traitera principalement des réformes de l'OMC.

Prochains événements

- CNC informel, 26 janvier 2009
- Réunion informelle sur l'AMNA, 28 janvier 2009
- Forum économique mondial, 28 janvier-1^{er} février 2009 (Davos-Klosters, Suisse)
- Conseil général, 3-4 février, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Deuxième conférence du G-20, 2 avril 2009 (Londres)
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, en Italie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, l'Office canadien de commercialisation du dindon et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou faire des commentaires, veuillez visiter : www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254



Ministry of Agriculture
and Agri-Food
Le ministère de l'Agriculture
et des Agroalimentaires
du Canada



EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



CTMA - CANADIAN TURKEY MARKETING AGENCY
OCCD - OFFICE CANADIEN DE COMMERCIALISATION
DU DINDON

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada